

114ème session du Conseil de l'OIM

Debát d'Haut Niveau

L'impact du climat sur la mobilité humaine: un appel mondial à des solutions

28 novembre 2023

Déclaration de Son Excellence Monsieur Jorge Pedro Mauricio dos Santos,
Ministre des Communautés de la République de Cabo Verde

(La version prononcée fait foi)

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs les Ministres

Madame la Directrice Générale de l'OIM

Honorables Chefs de Délégations

Mesdames et Messieurs

Je voudrait tout d'abord féliciter Madame Emy Pope pour son élection en tant que première femme dans l'histoire de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à occuper le poste important de directeur général. Nous lui souhaitons beaucoup de succès dans ses nobles fonctions à la tête de cette importante organisation. Comptez sur le Cabo Verde pour relever ce défi, Madame Emy Pope.

Je voudrais également vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection et votre direction de ce Conseil.

Monsieur le Président,

C'est un honneur pour moi d'être ici pour discuter d'un sujet d'une importance croissante dans notre monde contemporain : les interactions complexes entre la migration et le changement climatique.

La migration est l'un des phénomènes les plus anciens de l'histoire de l'humanité et elle est sous-tendue essentiellement par des raisons d'ordre économique, socio-culturel et historique, déterminées par les particularités propres à certains peuples.

À l'heure actuelle, en particulier au cours des dernières décennies, ces phénomènes de changement climatique, sont à l'ordre du jour et ont entraîné des conséquences néfastes sur la vie de millions de personnes et de peuples, les obligeant à abandonner leurs terres, familles et communautés à la recherche de meilleures conditions de survie.

Cabo Verde est un petit État insulaire sur l'océan Atlantique, aujourd'hui à revenu intermédiaire, caractérisé comme un pays d'émigration.

Son territoire physique s'étend sur 4033 kilomètres carrés, avec une zone économique exclusive de 734 265 km. Il compte une population de deux millions d'habitants, dont 25 % vivent sur les îles et 75 % dans la diaspora,

répartis dans plus de 25 pays en Afrique, Amérique, Europe, Asie et l'Océanie.

Les contributions économiques directes et indirectes de la diaspora sont importantes pour le pays et représentent aujourd'hui environ 34 % du PIB, dépassant l'aide publique au développement et le total des investissements directs étrangers.

Cabo Verde est un pays sahélien, avec une émigration spontanée forcée par des phénomènes climatiques caractérisés par des sécheresses sévères et récurrentes, qui sont à l'origine des différentes phases des flux migratoires vers l'étranger.

La fin du XIXe siècle est le point de référence du courant migratoire cap-verdien vers les États-Unis, où les Cap-verdiens se consacraient majoritairement à la pêche à la baleine, sans négliger d'autres courants qui ont eu pour destination des pays africains de langue portugaise et l'Amérique du Sud. Freinée par la Seconde Guerre mondiale, alors que la dégradation de la situation économique et sociale du pays s'est aggravée en raison de la famine due à la pénurie de pluie, de denrées alimentaires de première nécessité et du chômage.

Malgré la pénurie de pluie et de denrées alimentaires due au déséquilibre de la production agricole et au manque de ressources naturelles, la situation économique et sociale du pays s'est progressivement améliorée grâce à des mesures politiques, en mettant l'accent sur les politiques de protection de l'environnement.

Cabo Verde a donc cherché à traiter le phénomène de la migration, qui, nous le répétons, est principalement causé par des raisons d'ordre climatique, en

menant des actions planifiées et concertées et des réformes de sa politique migratoire.

La migration est incluse dans le Plan stratégique de développement durable. Outre les mesures visant à promouvoir une migration sûre, ordonnée et régulière, c'est-à-dire à préparer les émigrants potentiels à résider hors du pays, le Cabo Verde accorde une attention particulière aux immigrants résidant dans le pays, en mettant l'accent sur des mesures d'inclusion, l'intégration et la lutte contre les inégalités sociales.

Monsieur le Président,

Comme nous nous identifions à la situation des quelques 32,6 millions de personnes déplacées en 2022, provoquées par des catastrophes naturelles, et aux 2,7 millions de personnes touchées par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, nous appelons tous à répondre collectivement à "l'Appel mondial pour des solutions".

Les migrations de masse auxquelles nous assistons pour des raisons climatiques ne sont pas seulement soumises à des risques humanitaires, mais également à d'autres risques qui menacent la sécurité physique des migrants. Nous nous référons concrètement au risque associé à la traite des personnes et à toute criminalité qui y est liée.

Il est essentiel de trouver des solutions internes, régionales et multilatérales pour endiguer ce phénomène. Un système d'alerte ou de prévention en amont pour les pays à haut risque pourrait par exemple permettre à ces pays de prendre des mesures préventives et d'atténuation pour réduire les effets des catastrophes naturelles prévisibles. De même, des mesures préventives de renforcement de la résilience s'imposent, en veillant ou en minimisant les risques de migration de masse.

Le Cabo Verde souhaite participer activement à ce dialogue en vue de trouver des solutions pour apporter sa longue expérience en tant que pays d'émigration, mais aussi écouter d'autres qui peuvent contribuer à renforcer l'efficacité des politiques que le pays développe.

Enfin, nous sommes d'accord avec l'affirmation selon laquelle "lorsqu'elles sont bien gérées, les migrations sont effectivement bénéfiques pour l'individu, la communauté, les localités et les pays bénéficiaires".

C'est pourquoi le gouvernement du Cabo Verde considère la diaspora comme une ressource stratégique et pour le développement économique, social et culturel du pays. Son intégration et autonomisation dans les pays